

Bouches-du-Rhône
Au fil de la mémoire
-6-

LA RESISTANCE

de la défaite à la libération



Historique

Débutée en septembre 1939, la guerre prend une tournure dramatique lorsqu'en mai 1940 l'armée allemande lance la " guerre-éclair ". Malgré la résistance héroïque de certaines unités - les Allemands perdent tout de même plus de 95 000 hommes - l'armée française va s'effondrer rapidement.

Le 16 juin 1940, le gouvernement de Paul Reynaud, réfugié à Bordeaux, démissionne. Le Maréchal Pétain forme alors un nouveau gouvernement et, dès le 17 juin, demande l'armistice. La défaite est consommée.

Le 23 juin 1940 l'armistice est signé à Rethondes, lieu symbolique pour les nazis puisque l'Allemagne y avait signé sa capitulation en 1918. La débâcle de 1940 est un véritable choc : entre le 10 mai et le 25 juin près de 100 000 soldats français ont perdu la vie et 1,5 million partent en captivité en Allemagne.

Le 10 juillet 1940 marque une autre étape puisque le Parlement, réuni à Vichy, vote les pleins pouvoirs constituant à Pétain qui, dès le lendemain, institue l'Etat



1934, Célébration populaire orchestrée par la propagande hitlérienne à l'occasion d'une fête du parti national-socialiste. On peut y apercevoir Hitler et plusieurs dignitaires du parti. (ECPAD)

Edition française de Mein Kampf.



français. Cette prise de pouvoir se fait avec le consentement d'une large partie de la population et des élites, seuls 80 députés voteront contre.

Pétain est alors perçu comme le vainqueur de Verdun, le sauveur de la France qui, comme il le dit lui-même, a fait " le don de sa personne ".

Le 3 décembre 1940, à Marseille, il reçoit un accueil exalté de la part de la population. Pourtant le 24 octobre 1940, à Montoire (Loir et Cher), il a rencontré Hitler et échangé avec lui une poignée de main symbolique. Dans le discours du 30 octobre, il annonce d'ailleurs clairement que " la voie de la collaboration " sera celle de Vichy.

Pour ceux qui en doutent encore, la présence de Pierre Laval, doté de pouvoirs étendus et initiateur de la loi du 1^{er} octobre 1940 sur le statut des juifs et l'antisémitisme d'Etat, marque bien la mort de la troisième République et l'engagement du gouvernement de Vichy dans la collaboration

avec l'occupant nazi.

Parallèlement, la résistance à l'occupant, d'abord embryonnaire, se développe et s'organise sous différentes formes

Suite à la mise en place du S.T.O. (Service du Travail Obligatoire en Allemagne) et à l'occupation de la zone sud, elle prend une ampleur croissante. Parfois avec le concours du NAP (Noyautage des Administrations Publiques), nombre de Réfractaires au S.T.O. rejoignent les maquis qui se sont formés dans différentes régions. Les Allemands commencent véritablement à se sentir en France comme dans un pays hostile.

Au début de l'année 1944, l'état-major allemand va durcir son dispositif répressif. Les peines collectives à l'encontre des résistants sont mises en place tandis que l'on prend bien soin d'éviter de sanctionner les



Ecouter Radio Londres fut souvent une forme de résistance pour beaucoup. Cette simple désobéissance fut parfois lourde de conséquences (Archives JANSANA)

Poste de contrôle de la ligne de démarcation près de Moulins.
(ECPAD)



unités allemandes commettant des violences et des exactions envers les civils. Mais c'est après le débarquement des alliés en Normandie le 6 juin, que les événements se précipitent. La Wehrmacht décrète alors l'application "d'une dureté impitoyable" dans la répression de la Résistance. Mais comme le fait remarquer l'historien Ahlrich Meyer, les actions des Allemands au printemps 1944 ne s'expliquent pas par une logique de guerre mais bien par une radicalisation de l'occupant. C'est ainsi qu'eurent lieu en France des drames comme le massacre d'Oradour-sur-Glane et des actions sanglantes menées contre la Résistance dans les Glières, le Vercors ou au Mont-Mouchet.

Dans le département des Bouches-du-Rhône, l'assaut sauvage sur les maquis, comme à Jouques, Saint-Antonin, Lambesc, Plan d'Aups, Vauvenargues, la Roque d'Anthéron ou bien le Fenouillet va se doubler du massacre de Signes. Suite à la trahison d'un officier parachuté dans la région, 38 résistants, majoritairement des Marseillais, membres du Mouvement de Libération Nationale et des officiers des Forces Françaises Libres, sont torturés, massacrés et ensevelis, parfois encore vivants, le 18 juillet et le 12 août 1944.

Les groupes armés de la Résistance

Les Francs Tireurs et Partisans Français : Créés à l'initiative de Charles Tillon, les F.T.P.F. sont directement liés au Parti Communiste Français mais ouverts aux non-communistes. Les F.T.P.F., dont les M.O.I. (Main d'oeuvre Immigrée), pour des raisons de sécurité, s'organisent en groupes armés composés de 3 à 7 hommes. Ces groupes seront durement touchés dès 1941 par la répression de l'occupant et de Vichy.

Armée Secrète : issue entre autres des groupements plus anciens que sont Combat, Libération-Sud et Franc-Tireur, l'A.S. est née à la fin de l'année 1942 à l'initiative d'Henri Frenay. Ce groupement, dont le chef, le général Delestraint va mourir en déportation, correspond à ce que souhaite Jean Moulin. Suivant les instructions du général de Gaulle, il avait pour mission de préparer l'insurrection et d'attendre le moment opportun pour agir. Ses actions trouveront pleinement leur place dans les combats lors de la libération du territoire. Cependant, les **Groupes Francs**

Des partisans MOI lors de la libération de Marseille..



des M.U.R. (Mouvements Unis de la Résistance) seront, eux, dans l'action immédiate

Organisation de Résistance de l'Armée : après l'armistice, l'armée de la métropole est limitée à 100 000 hommes et est cantonnée dans un rôle de maintien de l'ordre. C'est de cette armée d'armistice que l'O.R.A. va naître le 31 janvier 1943. Bénéficiant de cadres militaires et d'armement camouflé par l'armée d'armistice, ce groupement prendra vite de l'ampleur. Le général Frère, son fondateur meurt en déportation, de même que son successeur le général Verneau et le groupe sera finalement dirigé par le général Revers.



Janvier 1943, l'hôtel Splendid à Marseille, où s'était réuni l'état major allemand a été la cible d'un groupe armé de la Résistance (Archives JANSANA)

A Marseille, l'O.R.A. a dans ses rangs des anciens élèves de Saint-Cyr et de Saint-Maixent ainsi que des marins pompiers. Elle est dirigée par le capitaine Lécuyer dit Sapin.

Les forces de répression

Les services de police allemands en France (**SIPO-SD**) étaient désignés comme "Gestapo", du nom de la police secrète d'Etat du régime nazi (**Geheime Staatspolizei**) qui ne représentait, de fait, qu'une partie de ces services. A Marseille la "Gestapo" était installée dans un hôtel particulier au 425 rue Paradis. Si à sa tête on trouvait Rolf Müller, l'homme à tout faire, le tortionnaire, se nomme lui Dunker dit Delage. Mais les Allemands ne sont pas les seuls à agir au sein de ce bâtiment. Non seulement tout au long de la guerre les trahisons et les dénonciations vont faciliter l'action de la "Gestapo", mais, de plus, des Français vont se trouver directement à la place des tortionnaires. On trouve des membres de la Milice ou du P.P.F. mais aussi de simples citoyens espérant être mieux nourris et mieux payés en accomplissant ces horreurs.

A Marseille deux organismes vont se "distinguer" dans cette triste besogne : le *Parti Populaire Français*, le P.P.F. et la *Milice*.

Le Parti Populaire Français (P.P.F.) est créé en 1936 par Jacques Doriot ex chef des jeunesses communistes exclu du Parti Communiste Français en août 1934. Ouvertement fasciste et violent, ce parti est dirigé à Marseille par Simon Sabiani.

Contrôle des papiers par un groupe mixte composé d'Allemands et d'un Français. (Archives JANSANA)



Il commettra de nombreuses exactions parfois crapuleuses comme les razzias, souvent criminelles, et servira les nazis pour l'accomplissement des basses œuvres en assassinant des juifs, des résistants et tous ceux que les nazis voulaient voir disparaître. Pour accomplir ses sombres desseins Sabiani sera épaulé par Carbone et Spirito, deux truands notoires dont la seule présence montre bien à quelles extrémités furent réduits les collaborateurs.

La Milice est créée par Pierre Laval en Janvier 1943 et a pour chef Joseph Darnand. Elle était issue d'un groupuscule d'extrême droite le *Service d'Ordre Légionnaire* (S.O.L.) lui même émanant de la *Légion Française des Combattants* regroupant au départ des anciens combattants. Avant tout mise en place pour lutter contre la Résistance, elle apportera une telle aide à la "Gestapo" et aux forces d'occupation allemandes que le 30 décembre 1943, à la demande des Allemands, Darnand est nommé par Pétain "secrétaire-général au maintien de l'ordre" puis le 13 juin 1944 "secrétaire d'Etat à l'Intérieur". A Marseille la *Milice* occupait une partie des bâtiments de l'actuel lycée Adolphe Thiers.



425 rue Paradis à Marseille, cet immeuble était occupé par la Gestapo. (Archives JANSANA)

Les Grandes destructions à Marseille

Le 8 novembre 1942, les Alliés débarquent en Afrique du Nord. En réponse, les Allemands lancent l'opération Attila. Le 11 novembre 1942, la zone sud est envahie. A partir de cette date, beaucoup de choses vont changer à Marseille. La population se trouve directement au contact de l'occupant nazi, ce qui va l'amener progressivement à se tourner vers la France Libre et la Résistance. Mais la Résistance se trouve elle aussi directement face aux forces de répression de l'occupant, dirigées par Le Général de Brigade Karl Oberg représentant personnel de Himmler, le chef suprême de la Gestapo et de la police du Reich. Marseille ne jouit pas d'une bonne réputation. L'académicien Louis Gillet décrivait ceux qui vivaient dans les vieux quartiers de la ville comme des " larves humaines ". De plus la volonté des représentants de Vichy de collaborer se combine avec des motivations financières et immobilières. Tout est donc en place pour qu'en représaille à une action de la Résistance, sur ordre d'Hitler et sous l'autorité du Général Karl Oberg, se déroulent les terribles rafles des 22, 23 et 24 janvier 1943 et la destruction des quartiers historiques de Marseille.



Destruction des vieux quartiers historiques de Marseille.
(photo ECPAD)

Destructions rue Beauvau (à l'arrière plan l'Opéra) suite aux bombardements du 27 mai 1944.

(Archives JANSANA)



L'historien Robert Mencherini résume ainsi ce qui s'est passé : " en l'espace de 15 jours, Marseille a vécu un véritable séisme. Des dizaines de milliers de contrôle de police dans le centre de Marseille, des milliers d'habitants chassés de leur logement, des milliers d'arrestations " 20 000 habitants des vieux quartiers sont transférés dans un camp de regroupement à Fréjus.

Ainsi, au nom de " la sécurité de la population ", pour reprendre les termes de la préfecture, 5000 soldats allemands, 12 000 policiers, G.M.R. (Groupement Mobile de Réserve) et gendarmes de toute la France vont boucler le Vieux-port, procéder à une fouille complète des maisons. Près de 500 immeubles seront rasés et environ 2000 marseillais envoyés vers les camps de la mort.

La mobilisation imposante des forces de l'ordre et la proposition

de Bousquet, Secrétaire Général de la Police, d'élargir l'opération de contrôle à toute la ville, et pas seulement aux ruelles surmontant le Vieux-port comme les Allemands l'envisageaient, sont des preuves accablantes de l'implication des autorités de Vichy dans ce drame. Cette réalité contribue à couper d'avantage le régime de Vichy de la population.

En mars 1944 survient une première grève qui touche la métallurgie provençale. Organisée par la CGT clandestine sur une revendication salariale, elle démontre l'efficacité de son implication et l'importance de son influence. Mais cette action peut passer pour une simple répétition face à l'ampleur que vont prendre les grèves de mai. Démarrant le 25 mai, elles touchent dans un premier temps les entreprises de la métallurgie. Profitant d'une revendication concernant l'alimentaire - les rations de pain viennent encore d'être réduites et on parle de la "grève du pain" - le mouvement va s'étendre et déboucher sur des manifestations.

Malgré l'intervention de la police, malgré les arrestations par les nazis, dans la nuit du 26, des délégués ouvriers, en dépit des agressions du P.P.F. qui feront un mort et plusieurs blessés gra-

Le Cap Corse, l'un des nombreux navires coulés au moment de la Libération (Archives JANSANA)



ves, l'activité reste paralysée au matin du 27 mai. La grève s'est étendue, elle touche le port, les transports, des usines de l'alimentaire, chimiques... les femmes manifestent et le mouvement gagne toute la région. Mais alors qu'une manifestation est prévue pour le 27 après midi, à 10h30 l'aviation américaine bombarde la ville. La gare Saint-Charles et les quartiers populaires alentours vont en particulier être atteints.

Devant l'ampleur du drame humain provoqué par ce bombardement qui va profondément marquer Marseille - 1 700 morts, plus de 2 700 blessés, de nombreuses destructions - le mouvement s'éteint.

Comme si cela n'était pas suffisant, au moment de la Libération les Allemands opéreront de nombreuses destructions : navires sabordés, installations portuaires et industrielles détruites, sans parler des réquisitions en direction de l'Allemagne qui viendront parachever cette oeuvre de destruction.



Le pont transbordeur du port de Marseille, détruit par les Allemands (archives JANSANA)

La Libération



Des tirailleurs algériens se préparent à l'assaut de Notre Dame de la Garde au moment de la libération de Marseille.

(Archives JANSANA)

LES EVENEMENTS

Résultant de l'action énergique et du sacrifice des F.F.I. comme de la forte volonté du général Goislard de Monsabert et de l'intervention des unités de la 1^{er} armée française, la libération de Marseille occupe une place particulière dans notre histoire.

Le 15 août 1944, sur les plages du Var, se déroule ce que l'on va vite nommer le débarquement de Provence. La 1^{ère} armée française du général de Lattre de Tassigny y prend part de façon considérable. Le 16 août, la 3^{ème} DIA (Division d'Infanterie Algérienne) et un commando de la 1^{ère} DB (Division Blindée) débarquent à Saint-Tropez, aux ordres du géné-



Le Sherman *Tours* de la 1^{er} DB dans les rues de Marseille devant la Préfecture

(Archives JANSANA)

ral Goislard de Monsabert.

Le 20 août, il engage le CC 1 (Combat Command n° 1) sur Aubagne, point névralgique du dispositif allemand et engage les 2^{ème} et 3^{ème} bataillons du 7^{ème} RTA (Régiment de Tirailleurs Algériens) qui s'avancent à travers le massif de l'Etoile vers les faubourgs nord de Marseille, surprenant les Allemands.

Le 23 août, le Général de Monsabert reçoit des émissaires de la Résistance qui le pressent d'intervenir. Il n'obtient alors du général de Lattre de Tassigny que l'autorisation de s'emparer d'objectifs limités dans la ville. L'enthousiasme de la population, les opportunités militaires - les Allemands sont très désorganisés - et une forte volonté du général de Monsabert vont se conjuguer pour que les choses se passent autrement.

Plusieurs jours de combats, dont l'un des points d'orgue est la prise de Notre-Dame de la Garde le 25 août, sont nécessaires pour briser les forces militaires allemandes. Le 28 août au matin, après une suspension des combats intervenue le 27, le général allemand Schaefer se rend.

LA RESISTANCE DANS LES COMBATS DE LA LIBERATION

A Marseille, le 18 août, après un débat tendu entre " militaires " et " politiques ", la grève insurrectionnelle est décidée par la CGT clandestine et par le CDL (Comité Départemental de Libération) .

Le 19 août, la grève est totale et, malgré un manque de moyens flagrant, les GF (Groupes Francs) des MUR et les FTP mènent toute une série d'actions de harcèlement et d'insurrection les 20 et



FFI au moment de la libération sur
l'avenue du Prado à Marseille
(Archives JANSANA)

21 août.

Le 21 août, le CDL appelle à une manifestation devant la préfecture à 16h. Mais dès le matin, à 10 heures, un groupe de 30 jeunes F.F.I. du groupe Provence hisse



Prisonnier allemand dans Marseille
au moment de la libération
(Archives JANSANA)

le drapeau tricolore sur le balcon de la préfecture précédemment occupée par les Allemands. L'insurrection populaire gagne la ville et fournit des arguments au général de Monsabert pour précipiter l'action des armées de libération vers Marseille.

Toujours le 21 août, le général allemand Hans Schaefer ordonne la destruction générale des installations portuaires.

Lorsque les troupes commandées par le général de Monsabert pénètrent dans Marseille, Les F.F.I., tous groupes confondus, participent aux combats. Harcelant les Allemands, ils les obligent à se réfugier dans des places fortifiées, et vont ensuite s'efforcer de tenir les principaux carrefours et voies de circulation.



Des combattants rue Paradis au moment de la libération de Marseille
(Archives JANSANA)

Quelques lieux de mémoire de la Résistance

Modestes ou imposants, lieux d'importantes cérémonies du souvenir ou presque oubliés dans nos paysages, des monuments, des stèles, des plaques de rue, parsèment nos villes et nos campagnes. Ils témoignent de l'engagement et du sacrifice des Résistants. Parmi d'autres, ceux que nous évoquons ici sont autant de symboles de leur lutte contre l'oppression pendant cette période sombre de l'histoire. Ils nous permettent aussi de rendre hommage à ces femmes et à ces hommes et de prendre la mesure de ce que nous leur devons.



Plaques de rues à Marseille portant le nom de Résistants.



Stèle à la mémoire de trois jeunes Résistants abattus par la police de Vichy à Marseille, quartier des Baumettes.



Une des nombreuses plaques qui entourent le monument de Lambesc.



«Monument aux Héros et Martyrs de la Résistance» près de Lambesc cette stèle commémore le sacrifice de 272 Résistants (maquis de Sainte-Anne notamment).



Près d'Aix-en-Provence, monument à la mémoire d'Irma REYBAUD, née DRUCK, résistante fusillée par la gestapo.



Plaques commémoratives dans les rue de Marseille.



Monument en hommage aux combattants du maquis du Plan d'Aups - La Sainte-Baume (commune d'Auriol).



Près de Jouques, «Stèle des héros de la Résistance» (maquis de Jouques).



Stèle à la mémoire des Résistants morts pour la France à Saint-Antonin-sur Bayon (maquis de Saint-Antonin).



CHRONOLOGIE

1939

3 Septembre suite à l'invasion de la Pologne, la France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Allemagne.

1940

10 mai les armées allemandes commencent leur attaque contre la France.

22 Juin signature de l'armistice.

25 Juin la France est coupée en deux par la ligne de démarcation. Au nord la zone occupée au sud la zone dite libre.

Novembre : Henri FRENAY arrive à Marseille et crée *Combat*.

1941

Juillet : Jean MOULIN arrive à Marseille et rencontre Henri FRENAY.

1942

8 novembre débarquement allié en Afrique du Nord.

11 Novembre opération Attila, invasion de la zone non occupée par les Allemands.

1943

Janvier création des MUR (Mouvement Unis de la Résistance).

16 février loi de Vichy instaurant le STO, le travail obligatoire en Allemagne pour tous les hommes de 21 à 31ans.

27 Mai le Conseil National de la Résistance (CNR) se réunit pour la première fois sous la présidence de Jean Moulin.

21 juin arrestation de Jean Moulin à Caluire.

29 Décembre naissance des Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.) grâce à l'accord entre Pierre DEJUSSIEU (Pontcarral) au nom de l'Armée Secrète, le Colonel BEAUFILS (Latour) au nom des FTPF et de Louis-Eugène MANGIN au nom du Comité Français de Libération.

1944

6 juin opération *Overlord*, débarquement allié sur les plages de Normandie.

15 août opération *Dragoon* débarquement des alliés en Provence.

28 août Libération de Marseille.

1945

8 mai Capitulation sans condition du III^e Reich.

Photo de couverture : défilé de Résistants après la libération de Marseille

Cette brochure a été conçue et réalisée par le Service Départemental de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (M. Pascal COGET, Section Mémoire Combattante et Partenariat Associatif), dans le cadre des initiatives visant à valoriser la mémoire locale des guerres et conflits contemporains.

Cette action a bénéficié du concours du Conseil Général des Bouches du Rhône, du Conseil Régional de Provence Alpes côte d'azur et de l'ANACR (comité Local de Marseille).

Remerciements particuliers pour l'aide, les conseils et la documentation aimablement fournis:

M. Jean-Paul CHINY, Madame Simone MOULET-CHINY, M. Charles et Julien JANSANA, M. Jean-Paul MARCADET et l'ensemble des associations oeuvrant pour la mémoire de la Résistance sans qui tout ceci ne serait pas possible.

Service Départemental de l'ONAC
12-16 avenue Jules Cantini, 13006 Marseille.

Tél : 04.91.37.19.54. - Télécopie 04.91.37.20.18. - Courriel : mem.sd13@onacvg.fr